

INSTRUCTION

N° 04-031-B2 du 6 mai 2004

NOR : BUD R 04 00031 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RÉFORME DU FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE SECTEUR PRÉSENTENCIEL

ANALYSE

Réforme du financement des associations intervenant dans le secteur présentenciel. Règlement par les régisseurs des cours d'appel des indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales rapides et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire socio-éducatif.

Date d'application : 01/04/2004

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; FRAIS DE JUSTICE ; CONVENTION ; COUR D'APPEL ;
FINANCEMENT ; ASSOCIATION ; INDEMNITÉ FORFAITAIRE ; ENQUÊTE SOCIALE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGT	RGP	TPG										

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7B

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire du Garde des sceaux, ministre de la Justice et du ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire du 29 mars 2004 relative à la réforme du financement des associations intervenant dans le secteur présenticiel	4
ANNEXE N° 2 : Décret n°2004-32 du 9 janvier 2004 fixant les indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire et modifiant le code de procédure pénale (NOR: JUSJ0390022D)	8
ANNEXE N° 3 : Arrêté du 12 janvier 2004 fixant la valeur de l'unité de base des indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire (NOR: JUSJ0490001A)	11

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux trouveront ci-joint (annexe 1) la circulaire du garde des sceaux, ministre de la Justice et du ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire du 29 mars 2004 et relative à la réforme du financement des associations intervenant dans le secteur présentenciel (c'est-à-dire effectuant des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire).

Les indemnités forfaitaires versées aux personnes morales pour assurer ces mesures sont fixées par les articles R121 et suivants du code de procédure pénale, tels que modifiés par le décret n°2004-32 du 9 janvier 2004 (annexe 2). Les nouveaux tarifs sont applicables aux mesures ordonnées à compter du 11 janvier 2004. Chaque mission est rémunérée en fonction d'un nombre d'unités de base dont la valeur est fixée à 5 € (arrêté du 12 janvier 2004 ; annexe 3).

Les associations doivent avoir passé une convention avec le premier président et le procureur général de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé leur siège. Cette convention détermine les conditions d'intervention de l'association auprès de chacun des tribunaux de grande instance.

Dès lors qu'elle est conventionnée avec la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve son siège, une association peut se voir confier des mesures par une juridiction du ressort d'une autre cour sans qu'il soit nécessaire de passer une convention avec cette dernière.

En outre, la circulaire modifie la procédure de paiement des frais de justice au profit des associations. En effet, dans le cadre de la centralisation du suivi des associations au niveau de la cour d'appel, il a été décidé de transférer le paiement des frais de justice dus à ces dernières des régisseurs des tribunaux de grande instance vers les régisseurs de cour d'appel, désormais seuls compétents. Le circuit de paiement mis en place est décrit dans la circulaire.

Une attention particulière doit être portée à la rémunération des missions de contrôle judiciaire socio-éducatif. En effet, afin de permettre une rémunération plus régulière du travail de l'association, le paiement des missions exécutées peut être effectué au terme de chaque tranche d'une durée de 6 mois, sur présentation d'un rapport intermédiaire de suivi. Le mémoire de frais de justice présenté par l'association doit indiquer l'état d'avancement de l'indemnisation de la mission (exemple : 1^{ère} tranche, 2^{ème} tranche, ...).

Le paiement des mesures ordonnées par les juridictions des cours d'appel de Colmar, Metz, Nouméa et Papeete sera effectué directement, comme cela est le cas actuellement, par le comptable principal de l'Etat du siège de cour d'appel ne disposant pas de régies. Le paiement des mesures ordonnées par les juridictions de la cour d'appel de Lyon sera mandaté par le préfet du Rhône et payé par le Trésorier-Payeur Général du Rhône.

Vous voudrez bien me rendre compte de toute difficulté rencontrée par vos services au sujet de la présente circulaire (bureau 7B (ex 5C) - secteur contentieux et analyses juridiques).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIE

ANNEXE N° 1 : Circulaire du Garde des sceaux, ministre de la Justice et du ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire du 29 mars 2004 relative à la réforme du financement des associations intervenant dans le secteur présentenciel

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Direction des services judiciaires
 13, place Vendôme
 75042 PARIS Cedex 01

Paris, le **29 MARS 2004**

**Ministère Délégué au Budget
 et à la Réforme Budgétaire**
Direction générale de la comptabilité publique
 139, rue de Bercy - Télédéc 743
 75572 Paris Cedex 12

Circulaire Note
Date d'application : immédiate
Réponse à l'administration centrale
avant le :

CD-0985

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Le Ministre Délégué au Budget et à la Réforme Budgétaire

à

Mesdames et messieurs les premiers présidents des cours d'appel
 Mesdames et messieurs les procureurs généraux près lesdites cours
 (Métropole et Outre-mer)

Monsieur le directeur de l'Ecole nationale des greffes

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux

N° note :

Référence de classement :

Mots clés : Régies.

Titre détaillé : Réforme du financement des associations intervenant dans le secteur présentenciel.
 Règlement par les régisseurs des cours d'appel des indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales rapides et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire socio-éducatif.

Texte(s) source(s) : Décret n° 2004-32 du 9 janvier 2004 (publié au JO du 10 janvier 2004).
 Nomenclature des frais de justice - loi de finances 2004

Texte(s) abrogé(s) :

Texte(s) modifié(s) :

Publication : non ☒ si oui : B.O. ☐ J.O. ☐ INTERNET ☐
 INTRANET - permanente - ☒ temporaire jusqu'au ☐

MODALITÉS DE DIFFUSION

Diffusion assurée par la Direction des Services Judiciaires aux chefs de cour d'appel

PIECE(S) JOINTE(S) :

ANNEXE N° 1 (suite)

Ministère de la Justice
Direction des Services Judiciaires
 Sous-direction des greffes
 Bureau des Greffes (B3)
 13, Place Vendôme
 75042 Paris Cedex 01

Paris le **29 MARS 2004**

Ministère délégué au budget
et à la réforme budgétaire
Direction Générale de la Comptabilité Publique
 139 Rue de Bercy
 Télédéc 743
 75572 Paris Cedex 12

CD-0985

LE GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

LE MINISTRE DELEGUE AU BUDGET ET A LA REFORME BUDGETAIRE

à

Mesdames et Messieurs les Premiers Présidents des cours d'appel
 Mesdames et Messieurs les Procureurs Généraux près lesdites cours
 (Métropole et Outre-mer)

Monsieur le Directeur de l'Ecole nationale des greffes

Madame la Payeuse Générale du Trésor

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux

OBJET : Réforme du financement des associations intervenant dans le secteur présentiel.
 Règlement par les régisseurs des cours d'appel des indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales rapides et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire.

Le décret n° 2004-32 du 9 janvier 2004 publié au journal officiel du 10 janvier 2004 fixe les indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire. Il modifie les articles R 15-37, R 121, R 121-1 et R 224-1 du code de procédure pénale et crée l'article R121-3 audit code.

Le suivi des associations est aujourd'hui centralisé à la cour d'appel au sein de laquelle un magistrat est spécialement délégué à la politique associative.

ANNEXE N° 1 (suite)

Les associations signent avec le premier président et le procureur général de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé leur siège une convention déterminant leurs conditions d'intervention pour la mise en œuvre des mesures présentencielles (enquêtes sociales et de personnalité, missions : cf. article R 15-37 du code de procédure pénale).

Une copie de cette convention devra être transmise au trésorier-payeur général dès sa signature. Elle constitue une pièce justificative de la rémunération de l'action de l'association au titre des frais de justice.

L'intervention de ces associations est payée par l'Etat au titre des frais de justice (article R 92-3 du code de procédure pénale). Le paiement était effectué par le régisseur du tribunal de grande instance qui a ordonné la mesure.

Dans un souci de mise en cohérence du dispositif de suivi des associations et de meilleur suivi du niveau de consommation des frais de justice affectés au paiement de ces mesures, les régisseurs des cours d'appel seront désormais compétents pour assurer le paiement des mémoires des frais de justice présentés par les associations intervenues dans le secteur présentenciel.

La présente circulaire a pour objet de préciser le circuit de paiement qui sera mis en place pour assurer l'indemnisation des associations :

- a) Le magistrat du tribunal de grande instance ordonne une mesure présentencielle et confie l'exécution de celle-ci à une association visée à l'article R.15-37 du code de procédure pénale.
- b) Une fois la mesure exécutée, l'association rédige son mémoire de frais de justice selon le tarif prévu à l'article R 121-3 du code de procédure pénale et le transmet au greffier de la juridiction qui a ordonné la mesure.
- c) Le mémoire certifié par le greffier est transmis à l'association qui le fait parvenir avec le bordereau correspondant au régisseur de la cour d'appel du ressort du tribunal de grande instance qui a ordonné la mesure.
- d) Le mémoire est payé par le régisseur de la cour d'appel.
- e) Le régisseur transmet les pièces de dépense au trésorier-payeur général du ressort de la cour d'appel.

La dépense sera imputée comme suit :

- chapitre 37-11, article 11, paragraphe 41 "frais de justice- frais de justice correctionnelle, criminelle et de police - Métropole- dépenses sans ordonnancement- indemnités et frais pour enquête sociale ou mission de contrôle judiciaire sur conventions";

- chapitre 37-11, article 13, paragraphe 41 "frais de justice- frais de justice correctionnelle, criminelle et de police- DOM- dépenses sans ordonnancement- indemnités et frais pour enquête sociale ou mission de contrôle judiciaire sur conventions;

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

- chapitre 37-11, article 15, paragraphe 41 "frais de justice- frais de justice correctionnelle, criminelle et de police- TOM et Nouvelle-Calédonie- dépenses sans ordonnancement -indemnités et frais pour enquête sociale ou mission de contrôle judiciaire sur conventions.

Le nouveau dispositif implique de modifier à terme certaines avances de régies selon l'importance des règlements qui seront désormais pris en charge par les régies des cours d'appel.

Ce regroupement des dépenses des frais de justice au niveau des cours d'appel s'inscrit naturellement dans le cadre d'une réforme plus globale, actuellement à l'étude avec la direction générale de la comptabilité publique, des procédures de mandatement et de paiement des frais de justice.

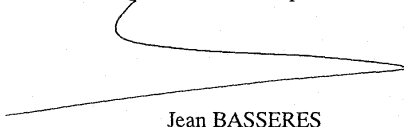
Ce transfert de compétence des régisseurs des tribunaux de grande instance vers les régisseurs des cours d'appel s'applique pour les mémoires établis par les associations à partir du 1^{er} avril 2004. Tout mémoire établi avant cette date continue d'être payé par le régisseur du tribunal de grande instance qui a ordonné la mesure (cf. note du Ministère de la Justice du 9 février 2004).

Ce transfert concerne exclusivement le paiement des mesures présentencielles effectuées par les associations; les mesures exécutées par les personnes physiques (cf. articles R 121 et R 121-1 du code de procédure pénale) continueront d'être payées par les régisseurs des tribunaux de grande instance qui ont ordonné les mesures.

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser ce nouveau dispositif aux chefs de greffe et aux régisseurs titulaires et suppléants des cours d'appel, aux coordonnateurs des services administratifs régionaux ainsi qu'aux chefs de juridiction, chefs de greffe et régisseurs des tribunaux de grande instance.

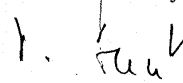
Pour le Ministre et par Délégation

Le Directeur général de la Comptabilité Publique



Jean BASSERES

Le Directeur des services judiciaires



Patrice DAVOST

ANNEXE N° 2 : Décret n°2004-32 du 9 janvier 2004 fixant les indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire et modifiant le code de procédure pénale (NOR: JUSJ0390022D)

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 41, 81, 138, R. 15-34 à R. 15-40, R. 16 à R. 16-2 ; Vu la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée relative à Mayotte ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

TITRE 1^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (DEUXIÈME PARTIE : DÉCRETS EN CONSEIL D'ETAT)

Article 1^{er} - Le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) est modifié conformément aux articles 2 à 6 du présent décret.

Article 2 - Il est ajouté à l'article R. 15-37 un troisième alinéa ainsi rédigé :

« La personne morale habilitée passe, avec le premier président et le procureur général de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé son siège, une convention déterminant ses conditions d'intervention. »

Article 3 - L'article R. 121 est ainsi modifié :

I. - Au premier alinéa, les mots : « personnes habilitées » sont remplacés par les mots : « personnes physiques habilitées ».

II. - Le dernier alinéa est abrogé.

Article 4 - L'article R. 121-1 est ainsi modifié :

I Au premier alinéa, les mots : « ou représentants des personnes morales mentionnées à l'article R. 16-2 (alinéa 1er) » sont supprimés.

II. - Le dernier alinéa est abrogé.

ANNEXE N° 2 (suite)

Article 5 - Après l'article R. 121-2, il est créé un article R. 121-3 ainsi rédigé :

« Art. R. 121-3. - En sus du remboursement des frais de déplacement, qui a lieu dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat, il est alloué à la personne morale habilitée ayant passé la convention prévue au troisième alinéa de l'article R. 15-37 une indemnité fixée comme suit :

1° Pour la vérification de la situation matérielle, familiale ou sociale d'une personne faisant l'objet d'une enquête, accomplie en application du sixième alinéa de l'article 41 ou du septième alinéa de l'article 81 : 14 unités de base ;

2° Pour la tenue d'une permanence les samedis, dimanches ou jours fériés, lorsque pendant celle-ci aucune mesure n'a été prescrite en application du sixième alinéa de l'article 41 ou du septième alinéa de l'article 81 : 14 unités de base ;

3° Pour une enquête sur la personnalité d'une personne mise en examen ainsi que sur sa situation matérielle, familiale ou sociale, menée en application du sixième alinéa de l'article 81 : 222 unités de base ;

4° Pour une mission de mise en œuvre d'une des obligations du contrôle judiciaire énumérées au 6° de l'article 138 : 185 unités de base pour les six premiers mois de contrôle judiciaire et 74 unités de base par période de six mois supplémentaires dans la limite de trente-six mois.

L'indemnité est majorée de 10 % pour les mesures ordonnées par une juridiction dans le ressort de laquelle la population, selon les données authentifiées du dernier recensement, est au plus égale à 170 000 habitants.

L'indemnité est réduite de 70 % pour celles des mesures mentionnées aux 3° et 4° ci-dessus qui sont exécutées, pour le compte de la personne morale habilitée, par une personne qui n'est pas salariée par elle.

La valeur de l'unité de base est fixée par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre de la justice. »

Article 6 - Au 1 de l'article R. 224-1, les mots : « à R. 121-2 » sont remplacés par les mots : « à R. 121-3 ».

TITRE II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 7 - Les dispositions du présent décret sont applicables à Mayotte, en vertu du I de l'article 3 de la loi du 11 juillet 2001 susvisée.

Elles sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna. Toutefois, compte tenu de la contre-valeur de l'euro, le montant des indemnités est calculé en monnaie locale.

Article 8 - I. - Les dispositions de l'article 5 du présent décret sont applicables aux mesures ordonnées postérieurement à la date de sa publication.

II. - Pour les mesures ordonnées avant la date de publication du présent décret et non encore liquidées et payées à cette date, qui ont été confiées à une personne morale habilitée ayant passé une convention avec le premier président et le procureur général de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé son siège social, il est alloué une indemnité fixée comme suit :

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

1° Pour la vérification de la situation matérielle, familiale ou sociale d'une personne faisant l'objet d'une enquête, accomplie en application du sixième alinéa de l'article 41 ou du septième alinéa de l'article 81 du code de procédure pénale : 64,03 EUROS ;

2° Pour l'enquête sur la personnalité d'une personne mise en examen ainsi que sur sa situation matérielle, familiale ou sociale, menée en application du sixième alinéa de l'article 81 du code de procédure pénale : 152,45 EUROS ;

3° Pour une mission de mise en œuvre d'une des obligations du contrôle judiciaire énumérées au 6° de l'article 138 du code de procédure pénale :

- a) 152,45 EUROS lorsque la mission de contrôle judiciaire dure trois mois ou moins ;
- b) 254,59 EUROS lorsque la mission de contrôle judiciaire dure plus de trois mois sans excéder un an ;
- c) 407,04 EUROS lorsque la mission de contrôle judiciaire dure plus d'un an, cette indemnité étant liquidable au terme de la première année d'exécution.

Article 9

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Dominique Perben

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,

Francis Mer

La ministre de l'outre-mer,

Brigitte Girardin

Le ministre délégué au budget
et à la réforme budgétaire,

Alain Lambert

ANNEXE N° 3 : Arrêté du 12 janvier 2004 fixant la valeur de l'unité de base des indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire (NOR: JUSJ0490001A)

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le code de procédure pénale ;

Vu la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée relative à Mayotte ;

Vu le décret n° 2004-32 du 9 janvier 2004 fixant les indemnités des personnes morales habilitées à accomplir des enquêtes sociales et de personnalité et des missions de contrôle judiciaire et modifiant le code de procédure pénale,

Arrêtent :

Article 1^{er} - L'unité de base prévue à l'article R. 121-3 du code de procédure pénale est fixée à 5 EUROS.

Article 2 - En application de l'article 8 du décret du 9 janvier 2004, le présent arrêté est applicable aux mesures ordonnées à compter du 11 janvier 2004.

Article 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 janvier 2004.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation :
La chef du service de l'accès
au droit et à la justice,

M.-C. Leroy

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
La sous-directrice,

M. Marigeaud

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114